

Visite du président du Conseil des ministres italien à Alger

Un autre rendez-vous raté de Bouteflika

La visite, lundi à Alger, du président du Conseil des ministres italien, Giuseppe Conte, n'a pas été marquée que par les accords signés entre les deux parties. Le responsable italien, dont la venue à Alger est intervenue à la suite de l'invitation "du président de la République", est reparti sans avoir rencontré le chef de l'État. Une autre preuve de l'impossibilité, pour ce dernier, d'assumer totalement ses missions. La veille de cette visite, c'est pourtant la présidence de la République qui annonce l'événement. Ce sont encore les services de presse du Palais d'El-Mouradia qui ont convié les journalistes à la conférence de presse conjointe, animée par Giuseppe Conte et Ahmed Ouyahia. Ce qui prouve que ce sont les services de la présidence de la République qui ont tout concocté, contrairement à d'autres visites de ce rang, programmées plutôt par les services du Premier ministre. Mais à la surprise générale, et contrairement à la chancelière allemande, Angela Merkel, le président du Conseil des ministres italien n'a pas rencontré le chef de l'État.

La rencontre entre Abdelaziz Bouteflika et le responsable italien ne figurait, certes, pas dans l'agenda distribué aux journalistes. Mais cela n'a rien d'exceptionnel, puisque, depuis la maladie d'Abdelaziz Bouteflika, ses rencontres avec de hauts responsables étrangers ne sont quasiment jamais annoncées à l'avance. Surtout que le chef de l'État, qui n'apparaît en public qu'à de très rares occasions, ne reçoit presque plus de visiteurs étrangers. En 2018, il n'a reçu que quatre hauts responsables d'États étrangers. Il s'agit du président turc, Recep Tayyip Erdogan, rencontré en février, de l'ancien président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, reçu en avril, de la chancelière allemande Angela Merkel, rencontrée en septembre dernier, et du Premier ministre malien, Soumeylou Boubèye Maïga, reçu en janvier. Les activités "diplomatiques" étaient plus "intenses" au début de l'année, puisqu'Abdelaziz Bouteflika avait reçu le ministre des Affaires étrangères de Belgique, Didier Reynders, ainsi que le secrétaire du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, Nikolai Patrushev, puis l'ancien ministre indonésien des Affaires étrangères, Hassan Wirajuda, ainsi que l'émir Turki ben Mohamed ben Fahd ben Abdelaziz al-Saoud d'Arabie saoudite. Mais c'étaient plutôt des rencontres avec des responsables d'un rang inférieur dont la présidence de la République pouvait largement se passer.

Lorsqu'il est "en forme", le chef de l'État reçoit donc quasiment tout le monde. Cela n'a vraisemblablement pas été le cas, lundi, lors de la visite du président du Conseil des ministres italien, dont le pays revêt pourtant un caractère stratégique puisqu'il est le premier client de l'Algérie. Cela ne peut être que la conséquence de l'incapacité physique du chef de l'État à s'astreindre, plus longtemps, à des activités publiques visiblement plus pénibles pour sa santé chancelante. Les images d'un chef de l'État tenant difficilement sur son fauteuil roulant, le regard perdu et une mine des mauvais jours, diffusées jeudi 1er novembre depuis le cimetière El-Alia, ne laissent presque plus de doute sur l'état de santé d'un Abdelaziz Bouteflika que les thuriféraires veulent remettre au centre du jeu pour la prochaine élection présidentielle. Et les apparitions d'Abdelaziz Bouteflika risquent visiblement de se raréfier au cours des mois à venir.

Ali Boukhlef